

Vous n'avez aucune base en musique et enseignez à une classe de maternelle à la 3<sup>e</sup> année d'un conseil scolaire de l'Est de l'Ontario? Inscrivez-vous à l'**atelier Musique 101**, offert par l'Association francophone pour l'éducation artistique en Ontario, à Bourget, le 18 janvier 2013, de 8 h 30 à 15 h 30. Places contingentées. INFO : **613-487-3659** ou **codromco@hotmail.com**.

Le premier numéro du **MAG Rifssso**, un nouveau magazine pour les professionnelles et professionnels francophones de la **santé et des services sociaux** de l'Ontario, porte sur la collaboration interprofessionnelle. INFO : **www.rifssso.ca**.

**Accents**, une **chaîne de télévision de langue française** pancanadienne cherche des appuis pour sa demande de licence qui sera entendue par le CRTC en avril 2013. Prenez 15 secondes pour cliquer « J'appuie » et passez le mot! INFO : **www.accentstv.ca**.

Deux écoles du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario ont développé un calendrier éducatif pour souligner le **Mois de l'histoire des Noirs au Canada** en février 2013. En vente au coût de 5,00 \$ jusqu'à épuisement des stocks. INFO : **613-731-7212** ou **abdi.bileh-dirir@cepeo.on.ca**.

La Fondation canadienne des relations raciales invite les jeunes de 16 à 25 ans à produire une **vidéo de 30 secondes** pour exprimer leur perception du Canada en tant que société multiconfessionnelle. Date limite : 28 février 2013. INFO : **http://interfaith-belonging.ca**.



Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

**Numéro 656**

**Le 14 décembre 2012**



**Les négociations pour le personnel scolaire ont été particulièrement difficiles et ont mobilisé toutes nos ressources au bureau provincial comme dans les unités.**

## Une année remplie de défis

L'année 2012 aura été remplie de défis de toutes sortes, tant pour l'AEFO que pour ses membres. Les négociations pour le personnel scolaire ont été particulièrement difficiles et ont mobilisé toutes nos ressources, au bureau provincial comme dans les unités. Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines puisque les négociations avec les conseils scolaires pour intégrer l'entente provinciale dans les conventions collectives sont actuellement dans une impasse. À l'interne, il a fallu gérer plusieurs changements au sein du personnel, tant au provincial que dans les unités, le déménagement du siège social, le départ prématuré de l'ancien président et l'entrée en poste en septembre d'un comité exécutif composé de plusieurs néophytes, dont moi-même à la présidence.

D'autres nuages s'annoncent. Sur fonds de protestations dans le monde de l'éducation et de course au leadership au sein du parti libéral, le climat politique en Ontario est des plus incertains. Des élections pourraient être déclenchées dès le printemps. L'adoption quasi certaine du projet de loi C-377 au fédéral (voir p. 2) et l'intention avouée du chef conservateur ontarien, Tim Hudak, de faire la vie dure aux syndicats et de retrancher les régimes de retraite du secteur public s'il est porté au pouvoir, laissent présager des jours difficiles.

Au moment où s'achève cette année difficile, je tiens à remercier nos présidences d'unité et nos comités de négociation partout en province pour leur travail acharné. Merci à notre personnel dévoué, tant dans les unités qu'au bureau provincial. Je remercie tout particulièrement notre directeur général, Pierre Léonard, qui a cumulé deux postes pendant huit mois et tenu la barre pendant cette période particulièrement exigeante.

Merci finalement à vous les membres de continuer à faire confiance à votre syndicat. Sachez que nos décisions et actions ont toujours pour but d'assurer votre meilleur intérêt.

Sur cette note, permettez-moi de vous souhaiter à toutes et tous une période des Fêtes remplie de moments agréables avec vos proches. Que l'année 2013 vous permette de réaliser les projets qui vous tiennent à cœur.

Le président,

  
Carol Jolin

## Joyeuses Fêtes!

Le bureau provincial sera fermé du 21 décembre à 14 h, au 2 janvier inclusivement. En cas d'urgence, veuillez laisser un message sur le répondeur qui sera vérifié régulièrement.  
Tél. : 613 244-2336 ou 1 800 267-4217



# Projet de loi C-377

## Les syndicats affaiblis par les conservateurs fédéraux

*Au moment d'aller sous presse, tout indique que le projet de loi C-377 sera adopté en décembre avec l'appui presque unanime des députées et députés conservateurs à la Chambre des communes.*

### Que fera ce projet de loi?

Sous le couvert de promouvoir la transparence et la reddition de comptes, le projet de loi C-377 modifiera la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour obliger plus de 25 000 organisations syndicales au pays à divulguer publiquement et d'une façon détaillée leurs dépenses dans 29 catégories, y compris :

- les dépenses en matière de relations de travail, de négociations collectives, d'information et de formation, d'activités politiques et de lobbying, ainsi que le pourcentage de temps consacré aux activités politiques et au lobbying;
- les sommes de plus de 5 000 \$ que reçoivent des membres en raison de leur adhésion syndicale, p. ex. services de counselling, prestations d'assurance invalidité de longue durée, de retraite ou de décès, etc.;
- les salaires et avantages sociaux des dirigeantes, dirigeants, employées et employés du syndicat ;
- tout contrat de plus de 5 000 \$ avec un fournisseur quelconque.

L'intention du projet de loi est d'afficher sur un site Web public tous les renseignements exigés des syndicats, incluant le nom et les coordonnées des personnes et des entreprises qui reçoivent des sommes de 5 000 \$ ou plus directement ou indirectement d'un syndicat.

### Qui est derrière ce projet de loi?

Officiellement, il s'agit d'un projet de loi privé déposé par le député conservateur Russ Hiebert qui représente une circonscription de la région de Vancouver. Toutefois, tout indique que le parti conservateur a donné ordre à ses députées et députés à la Chambre des Communes d'appuyer cette initiative privée. Le projet de loi a reçu l'appui unanime des conservateurs lors du vote en 2<sup>e</sup> lecture et depuis, les députées et députés de ce parti refusent toute rencontre avec les groupes qui s'y opposent.

### Qu'est-ce qui motive ce projet de loi?

Selon les promoteurs de ce projet de loi, le fait que les cotisations syndicales soient déductibles d'impôt justifie les obligations plus strictes en matière de reddition de comptes qui seront imposées aux syndicats. Les syndicats y voient plutôt une nouvelle tentative du gouvernement Harper d'ébranler la force des syndicats en les obligeant à utiliser de leurs ressources pour divulguer des renseignements stratégiques qui serviront aux employeurs. Notons que les syndicats comme l'AEFO mettent déjà à la disposition de leurs membres leurs états financiers vérifiés et leurs rapports d'activité. Leur budget et leurs orientations sont soumis à l'approbation d'instances décisionnelles qui représentent les membres.

### Pourquoi devrais-je m'en préoccuper?

Le projet de loi soulève plusieurs préoccupations qui concernent tous les membres d'un syndicat.

#### 1. Protection de la vie privée

Le projet de loi pourrait entraîner une forte intrusion dans la vie personnelle des membres. Il prévoit l'affichage sur un site Web du gouvernement des renseignements personnels (nom et adresse) des membres qui reçoivent des versements supérieurs à 5 000 \$ liés à leur adhésion syndicale, par exemple :

- sommes pour la défense juridique;
- prestations d'invalidité ou pour des médicaments ;
- services de counselling ;
- prestations de décès.

#### 2. Protection de renseignements stratégiques

Les syndicats seront tenus de dévoiler comment ils utilisent leurs ressources pour faire respecter les conventions collectives, défendre les membres, préparer les négociations et plus encore, donnant ainsi un avantage stratégique aux employeurs, lesquels ne seront pas assujettis aux mêmes obligations.

#### 3. Coûts élevés

Les syndicats devront consacrer des ressources additionnelles à la reddition de comptes, gaspillant ainsi des sommes qui serviraient autrement à répondre aux besoins des membres. On estime que la création et la gestion d'un registre pour recevoir, traiter et afficher publiquement tous les renseignements exigés coûteront au bas mot plusieurs dizaines de millions de dollars. Alors qu'ils viennent d'abolir le registre des armes d'épaule en faisant valoir son coût élevé, voilà que les conservateurs veulent consacrer des sommes tout aussi importantes à la mise en œuvre d'une loi antisyndicale à caractère idéologique.

#### 4. Iniquité

Le projet de loi vise les syndicats mais ne touche aucunement les associations professionnelles qui perçoivent des cotisations auprès de leurs membres, telles celles des médecins ou des avocats. De plus, les obligations imposées aux syndicats dépassent largement celles qui s'appliquent aux organisations caritatives et même aux sociétés cotées en bourse.

### À suivre

Les syndicats du pays condamnent ce projet de loi qui constitue une intrusion dans leurs affaires internes et qui est susceptible de miner sérieusement leur capacité de servir leurs membres. L'AEFO fait front commun avec la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) et tous ses organismes membres pour dénoncer ce procédé arbitraire et discriminatoire.

La FCE a organisé une importante campagne de lobbying pour tenter de faire échec à ce projet de loi dont la présentation en 3<sup>e</sup> lecture était prévue pour mars 2013. Toutefois, les manœuvres récentes des conservateurs fédéraux pour devancer de trois mois la 3<sup>e</sup> lecture du projet de loi et leur volonté manifeste de l'adopter coûte que coûte laissent présager des jours difficiles pour les syndicats du Canada.

## Bienvenue!

**Nicole Beauchamp** se joint à l'équipe du personnel cadre au bureau provincial à titre de responsable des communications. Originaire de Sudbury, Nicole compte plus de 25 années d'expérience en matière de communications, marketing et relations publiques, dans des milieux associatifs sans but lucratif, privés ou parapublics. Elle a notamment été relationniste pour deux conseils scolaires de la région d'Ottawa, directrice des communications pour deux ministres fédéraux, enseignante à La Cité collégiale et réalisatrice à Radio-Canada. Son riche bagage d'expérience ainsi que son excellente connaissance de l'Ontario français seront sûrement mis à profit dans ses nouvelles fonctions. Nicole succède à Marie-Élisabeth Brunet qui prend sa retraite après plus de 16 ans à l'AEFO.



**Charles DesRochers**, enseignant à l'école secondaire publique Roméo-Dallaire à Barrie, entre en fonction à titre d'agent de l'unité Centre-Sud catholique. Engagé au sein de l'AEFO à divers titres depuis 1993, il a été président à temps plein de l'unité Centre-Sud et Sud-Ouest publique, de 2004 à 2009. Il compte une large expérience en négociation et en représentation des membres, une bonne connaissance des enjeux en éducation et du fonctionnement de l'AEFO, ainsi qu'un souci démontré d'assurer le bien-être de ses collègues. Charles remplace Anne Lavoie qui a récemment accepté un poste au sein du personnel cadre du bureau provincial.



## Aurevoir

Avec ce numéro de l'En bref, je tire ma révérence comme responsable des communications à l'AEFO. Au cours de mes plus de 16 ans dans ce poste, j'ai produit 276 *En bref*, 485 *Infofax* et une dizaine du dernier-né, *Le Point*. J'ai aussi rédigé une multitude de communiqués, mémoires, discours, annonces, notes de breffage, pages Web et publié des documents de toutes sortes : guides, agendas, calendriers, études et plus encore. C'est sans compter aussi les nombreuses activités de relations publiques et d'action politique.



J'ai eu le bonheur de travailler avec des collègues qui se dévouent pour les membres de notre syndicat. Et surtout, j'ai eu le plaisir de travailler pour des professionnelles et professionnels qui, chaque jour, consacrent leurs talents, connaissances et énergie à ces jeunes sur qui repose l'avenir de la communauté franco-ontarienne. Permettez-moi de vous dire à quel point j'admire votre engagement.

Je voue un grand respect à l'AEFO qui, depuis sa fondation en 1939, travaille au bien-être collectif de ses membres, tout en assumant un rôle de leadership unique au sein de la francophonie. Je vous invite à ne pas laisser se perdre ce bel héritage. En posant des gestes, si petits soient-ils, dans chacun de vos milieux, vous pouvez promouvoir les valeurs du syndicalisme et contribuer à la vitalité et au développement de la communauté francophone. Ce fut un plaisir de faire route avec vous et je vous souhaite tout ce qu'il y a de meilleur pour l'avenir.

Marie-Élisabeth Brunet  
Responsable des communications

## Postes disponibles

### Agente ou agent d'unité - Ottawa

L'AEFO est à la recherche d'une agente ou d'un agent pour l'unité Est publique. Parmi les tâches de ce poste : offrir des services de relations de travail aux membres, gérer divers dossiers syndicaux et appuyer le comité exécutif de l'unité. Il s'agit d'un poste à temps plein d'une durée d'un an (renouvelable) et réservé aux membres de l'AEFO. Date limite : 9 janvier 2013 à 12 h. INFO : [www.aefo.on.ca](http://www.aefo.on.ca) sous *Babillard*.

### Membre du comité exécutif provincial

L'embauche de Charles DesRochers comme agent d'unité crée une vacance au sein du comité exécutif provincial de l'AEFO. En janvier, l'AEFO sollicitera les candidatures pour combler ce poste bénévole. Soyez à l'affût!



## Bourses 2013 de l'AEFO

### Soumettez votre candidature!

Grâce au Fonds AEFO/Francine-Morissette-et-France-Richard, l'AEFO attribuera huit bourses en 2013.

#### Si vous êtes membre de l'AEFO

- Trois bourses de 1 500 \$ pour appuyer votre formation en cours d'emploi
- Une bourse de 1 500 \$ pour appuyer votre participation à un projet de développement international axé sur la formation

#### Si vous suivez la formation initiale à l'enseignement de langue française en Ontario

- Quatre bourses de 500 \$ pour vous aider à poursuivre votre formation professionnelle

Date limite : le 18 février 2013. INFO : [www.aefo.on.ca](http://www.aefo.on.ca) sous *Services/Autres services*



## Négos, négos, négos

Après un été consacré aux négociations, l'AEFO a passé, depuis septembre, 43 jours en négociation avec l'un ou l'autre des 12 conseils scolaires de la province en vue d'intégrer l'entente provinciale dans les conventions collectives des membres. Et c'est sans compter les nombreuses journées de préparation qui ont mobilisé tant le personnel que les membres des équipes de négociation partout en province. Vu le peu de progrès réalisé malgré ces efforts, l'AEFO a déclaré une impasse dans les négociations le 30 novembre. Elle demeure prête à rencontrer les conseils scolaires qui manifesteraient une volonté d'intégrer l'entente, mais autrement, la balle est dans le camp de la ministre de l'Éducation.

Malgré tout, une bonne nouvelle : la ratification, le 10 octobre, d'une convention collective de deux ans pour nos membres de l'unité 203 qui travaillent au Centre psychosocial à Ottawa.



*Représenté par l'AEFO, le personnel professionnel, administratif et de soutien du Conseil scolaire Franco-Nord est lui aussi engagé dans les présentes négociations pour le personnel scolaire. On voit ici Francine Goulard de l'unité 103 – PAPSP lors d'une session de préparation avec Yvan Roy du bureau provincial.*



*L'équipe de négociation de l'unité Moyen-Nord catholique s'est permis un petit moment de détente, question de souligner le Mouvembre, en faveur de la lutte au cancer de la prostate. De g. à d. : assises, JoAnne Gagnon Beauchamp (Azilda), Pamela Morin (Chapleau) et Lise Groleau (Sault Ste. Marie); debout, Shane Dudichum (Azilda), Gaëtan Brunet (Val Caron), Yvan Roy (porte-parole et cadre au bureau provincial), Conrad Mazerolle (président), Marc Lalonde (Sudbury) et Yann Archambault (agent).*

*L'équipe de négociation de l'unité Est catholique au travail.*



*Avant de déclarer l'impasse dans les négociations avec les conseils scolaires, l'AEFO a réuni d'urgence le comité exécutif provincial, ainsi que les présidences, agentes et agents d'unité, à Ottawa, le 28 novembre.*

# Les unités au travail



## Le comité exécutif de l'unité 203-CPS

De g. à d. : assises, Diane Coudé, présidente et Josée Cadrin, trésorière; debout, Joanne Leblanc, conseillère, Louis Pelletier, vice-président, Lucie Hurtubise, secrétaire et Marie-Ève Vaillancourt, conseillère.



## Les finances sous la loupe

Le comité de vérification de l'unité Est catholique examine en détail les dépenses de l'unité lors d'une session de travail le 28 novembre. De g. à d. : Chantal Legault, Mélanie Lacelle (agente), Marc Lepage (président), Marie-Claude Lepage et Anick Léger.



## Une équipe qui s'affiche!

Rien comme un chandail pour créer l'esprit d'équipe au sein du comité exécutif de l'unité Nord-Ouest publique! De g. à d. : Joseph Ntshoturi, trésorier, Jean-François Lévesque, conseiller (Sudbury secondaire), Pierre Payeur, conseiller (Marathon/Manitouvwadge), Joey Bélanger, conseiller (Sudbury élémentaire), Sylvie Bussy-Bouchard, conseillère (membres suppléants), Julie Lauzon, conseillère (Longlac), Chantal Montpellier, vice-présidente, Lianne Michel, conseillère (Elliot Lake) et Gabrielle Lemieux, présidente par intérim.

# Formation

## Conférence OPHEA

La soirée sociale commanditée par l'AEFO à la conférence annuelle de l'Ontario Physical and Health Education Association, à Alliston, les 11 et 12 octobre, offrait une occasion idéale de faire du réseautage entre francophones. Sur notre photo, de g. à d. : Gérald Pezet (North York), Stéphane Giroux d'OPHEA et Sébastien Lang (Ottawa).



## La gestion de conflits démystifiée

Comment gérer les conflits avec l'intelligence émotionnelle : c'était le sujet d'une conférence présentée par un expert du domaine, Farès Chmait, lors de la session de formation annuelle organisée par l'unité Centre-Est catholique à l'intention de ses délégués syndicaux et délégués syndicaux, le 25 octobre dernier, à Ottawa.

# Au cœur de la communauté



## Rêver Ottawa en français

Comment faire d'Ottawa une ville où il fait bon vivre en français? Les idées ne manquaient pas lors des États généraux de la francophonie d'Ottawa, tenus les 17 et 18 novembre dernier. En tête de liste : donner le statut officiel de ville bilingue à la Capitale nationale. Le président provincial, Carol Jolin, la présidente de l'unité Centre-Est catholique, Caroline Morin, et la présidente de l'unité 203-CPS, Diane Coudé, ont participé aux États généraux au nom de l'AEFO.



## Prix de la francophonie de l'Ontario

Le président, Carol Jolin, et le directeur général, Pierre Léonard, ont assisté à la remise des Prix de la francophonie de l'Ontario à Queen's Park, lors de la Journée des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, le 25 septembre dernier. On voit ici M. Jolin en compagnie de Danielle Blais, jeune francophone très engagée dans sa communauté de Hearst et à l'échelon provincial, qui a remporté le prix dans la catégorie jeunesse.

## Une enseignante engagée

Nathalie Ladouceur-Thomas, de l'unité Est catholique, représente depuis peu l'Est ontarien au C.A. de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Active dans la communauté à titre de présidente de l'ACFO Prescott-Russell, Nathalie est également membre du comité exécutif de son unité et du C.A. provincial de l'AEFO. Bravo pour ce nouvel engagement en faveur de la francophonie!

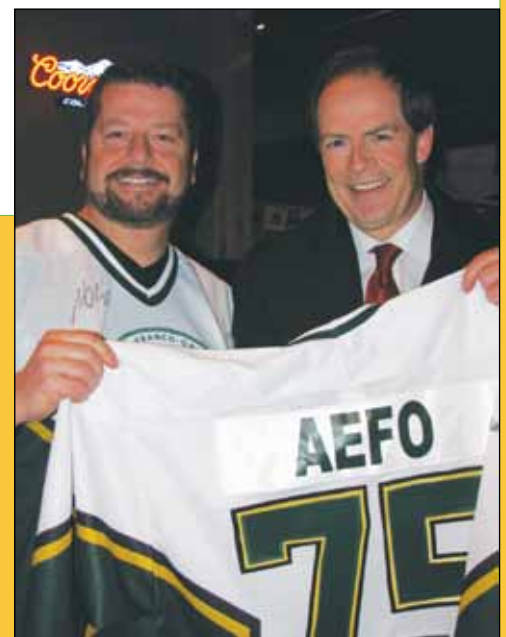


## Village d'antan franco-ontarien

L'AEFO a apporté son appui au projet de création d'un musée-village vivant et d'un centre d'interprétation du patrimoine de l'Ontario français près de St-Albert, dans l'Est ontarien. L'ouverture est prévue en 2015 et soulignera les 400 ans de présence francophone en Ontario. On voit ici le président, Carol Jolin, avec l'ancien entraîneur des Canadiens de Montréal, Jacques Martin, et l'ancienne commissaire aux langues officielles, Diane Adam, qui agissent comme ambassadeur et ambassadrice du Village d'antan. INFO : [www.vafo.ca](http://www.vafo.ca).

## On joue pour une bonne cause

Un match de hockey opposant une équipe de leaders franco-ontariens à des anciens de la LNH, et tenu à Ottawa le 10 novembre, a permis à la Fondation franco-ontarienne d'amasser environ 60 000 \$ pour soutenir les activités de notre communauté. Sur notre photo : le président de la Fondation, Yves Bisson, et le président de l'AEFO, Carol Jolin, montrent le chandail des joueurs qui était commandité par l'AEFO.



# Action politique

Malgré la prorogation de l'Assemblée législative de l'Ontario, l'AEFO poursuit son travail de lobbying auprès des trois partis politiques en Ontario, tout en s'intéressant à la course au leadership du parti libéral.



Organisée par le Muséoparc de Vanier, une soirée hommage à la ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur, pour ses 20 ans de carrière politique, a permis en même temps d'amasser des fonds pour la promotion du patrimoine franco-ontarien. De g. à d. : Carol Jolin, présidente de l'AEFO, la ministre Meilleur et Diane Doré, présidente du Muséoparc de Vanier.



Avec Monique Taylor et Cindy Forster, respectivement députées du NPD de Hamilton-Mountain et de Welland, lors d'une soirée de collecte de fonds pour le député de Timmins-Baie James, Gilles Bisson, à Toronto, le 27 novembre.

Lors d'une rencontre avec le député conservateur d'Oxford, Ernie Hardeman, le 20 novembre, le président a exprimé ses préoccupations face aux changements que les conservateurs de Tim Hudak se proposent d'apporter aux régimes de retraite du secteur public s'ils sont portés au pouvoir aux prochaines élections.



Université d'Ottawa |

## Des études supérieures en éducation

# Allez plus loin.

Diplôme d'études supérieures

Maitrise en éducation M.Éd.

- Sur le campus
- En ligne

Maitrise ès arts en éducation M.A. [Éd.]

Doctorat Ph.D. [Éd.]

Renseignez-vous dès maintenant

613-562-5804

Sans frais : 1-800-860-8577

[educprog@uOttawa.ca](mailto:educprog@uOttawa.ca)

[www.education.uOttawa.ca](http://www.education.uOttawa.ca)



uOttawa

# Quels sont mes droits?

## Mon conjoint de fait serait-il admissible aux prestations de survivant du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) si je décède avant la retraite?

Une récente décision judiciaire a modifié les règles concernant le traitement des prestations de décès avant la retraite du RREO pour les conjointes et conjoints de fait. Si vous vivez en union de fait, avez été mariée ou marié auparavant et n'avez pas encore divorcé, cette décision vous touche.

## Votre conjointe ou conjoint de fait est actuellement non admissible aux prestations de survivant si vous décédez avant votre retraite.

Si vous êtes dans cette situation, communiquez dès maintenant avec le RREO au **1 800 668-0105** ou [inquiry@otpp.com](mailto:inquiry@otpp.com). Une ou un spécialiste francophone pourra passer en revue votre dossier avec vous, évaluer les droits prioritaires et explorer les options dont vous disposez.

Quand vous entrez dans une nouvelle relation, il est important de vérifier votre désignation de bénéficiaire pour vous assurer que le Régime puisse respecter vos volontés selon votre situation actuelle. Vous pouvez en tout temps ouvrir une session sur le site sécurisé du RREO ([www.otpp.com](http://www.otpp.com)) pour mettre à jour votre état matrimonial et pour vérifier votre désignation de bénéficiaire.

## Nos gagnantes et gagnants

Quarante-trois membres recevront sous peu un exemplaire du guide sur la prévention de l'intimidation Établir des milieux scolaires sécuritaires pour avoir participé au tirage de l'AEFO dans le cadre de la *Semaine de la sensibilisation à l'intimidation et de la prévention de l'Ontario*, tenue du 18 au 24 novembre dernier. Les noms ont été tirés parmi les 71 membres inscrits au tirage en ligne; consultez la liste dans le *Babillard* au [www.aefo.on.ca](http://www.aefo.on.ca).

Pour commander gratuitement ce guide développé par le Centre ontarien de prévention des agressions et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; télécharger le formulaire de commande au [www.safeatschool.ca](http://www.safeatschool.ca) ou communiquez avec le COPA : [copa@rogers.com](mailto:copa@rogers.com).



## Un outil pédagogique pour la 4<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année

L'émission **ONIVA!** de Radio-Canada incite les 9-13 ans à partager points de vue et préoccupations avec d'autres jeunes de leur âge.

L'émission de 30 minutes présente reportages, faits, questions vox-pop, jeux et un segment Bouffe TV. À compter du 13 janvier 2013, 16 nouveaux épisodes seront diffusés en Ontario, le dimanche à 9 h 30, et seront disponibles sur Internet. Le tout nouveau cahier pédagogique disponible gratuitement propose des façons d'intégrer ONIVA! dans la salle de classe pour accroître la motivation des élèves à parler et à s'amuser en français. INFO : [Radio-Canada.ca/oniva/enseignants](http://Radio-Canada.ca/oniva/enseignants).



## La Suisse vous attend

Vous aimeriez enseigner en Suisse en échangeant votre poste et votre logement avec une enseignante ou un enseignant de là-bas? La Fondation des échanges éducatifs canadiens cherche à combler deux postes pour 2013- 2014 :

- Philipp **enseigne l'éducation physique** dans une petite école secondaire près de Zurich, en Suisse allemande, et habite un appartement de deux chambres à coucher à Winterthur. L'enseignement peut se faire en français ou en anglais, mais une connaissance de l'allemand serait utile pour les échanges avec les parents et les collègues. Philipp serait accompagné de sa conjointe et d'un enfant. Pour des raisons familiales, il cherche un jumelage dans la région de Toronto.
- Marie-Gabrielle est **enseignante de 2<sup>e</sup> année** à Genève. Elle y habite une maison de trois chambres à coucher avec son conjoint et leurs deux enfants. Elle aimerait faire un échange dans un milieu urbain ayant une forte présence francophone, tel qu'Ottawa.

Ça vous intéresse? Communiquez avec Carol Wilkins : [cwilk@ceef.ca](mailto:cwilk@ceef.ca) ou **705 739-7596**. INFO : [www.ceef.ca](http://www.ceef.ca).

## RREO : hausse des taux de cotisation

Les taux de cotisation au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario augmenteront de 0,35 % à compter de la première paie de janvier 2013. Cette hausse découle de la décision prise en 2011 par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et le gouvernement de l'Ontario, de hausser progressivement le taux de cotisation de 1,1 % sur trois ans afin de corriger l'insuffisance de capitalisation du régime de retraite. La cotisation a été haussée de 0,4 % en janvier 2012 et elle augmentera de nouveau de 0,35 % en janvier 2014. Pour 2013, les taux de cotisation seront donc de 11,15 % sur les gains sous le plafond de 51 100 \$ fixé par le Régime de pensions du Canada, et de 12,75 % sur les gains au-dessus de ce plafond. Les cotisations de retraite étant déductibles d'impôt, la hausse sera compensée en partie.

## Histoires collectives : joignez-vous à l'aventure!

Vous cherchez une activité amusante à faire en classe? Invitez vos élèves à imaginer la suite de l'une ou l'autre des 50 histoires en cours d'élaboration dans le cadre du concours *Histoires collectives* de l'ACELF. Il s'agit d'imaginer, d'ici au 18 janvier 2013, une seconde péripétie pour faire rebondir les intrigues lancées par les élèves qui ont participé à la première étape de ce concours. Ouvert aux classes de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Plusieurs prix (livres et visites d'auteure ou d'auteur) seront attribués par tirage au sort parmi les classes participantes. INFO : [www.acef.ca](http://www.acef.ca).



Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

1420, place Blair, pièce 801, Ottawa ON K1J 9L8  
Tél. : 613 244-2336, 1 800 267-4217  
Télex : 613 563-7718, 1 888 609-7718  
Courriel : [aefo@aefo.on.ca](mailto:aefo@aefo.on.ca) Site Web : [www.aefo.on.ca](http://www.aefo.on.ca)



L'En Bref est un bulletin bimensuel publié par l'AEFO.  
Tirage : 9 800 ISSN 0714-5578